[illegible] ANNÉE — N° [illegible] — MERCREDI 31 JUILLET [illegible]

LA CROIX

DE ROUBAIX-TOURCOING

PARIS, VIIIe
5, rue Bayard, 5,
Téléphone : 514,36 — 524,45

84, Grande-Rue, 84

85, Rue des Ursulines, 85

LILLE
15, rue d'Angleterre, 15,
Téléphone : 672

ADVENIAT REGNUM TUUM

Nous vous reconnaissons comme notre Souverain Seigneur et Maître et comme Chef suprême de la Patrie française.

LA JOURNÉE

La Commission du budget se réunit [illegible] elle se donnera ensuite congé jusqu'à fin septembre.

×

L'armée navale, après avoir quitté les Salins-d'Hyères, a pris son mouillage en rade à Toulon.

Le pavillon de l'amiral Gervais a été salué par l'amiral russe Kriger, qui lui a fait ensuite une visite.

Demain, l'amiralissime Gervais passera une grande revue du corps de débarquement de l'escadre.

×

Le bruit se confirme que l'escadre allemande du prince de Prusse fera escale à Brest et y séjournera plusieurs jours.

×

Après un séjour de vingt-quatre heures à Alger, le maréchal de Waldersee reprend la mer ce soir pour Brême.

×

On signale une recrudescence de boxerisme dans le Chang-Toung où les troupes de Li-Hung-Chang auraient subi un échec.

×

Une colonne anglaise a été attaquée par 400 Boers dans le district de Dundee. Un commandant de l'état-major anglais a été tué. Mais les Boers auraient été repoussés.

En même temps, les Boers attaquaient le camp de reconcentration d'Aliwal-North.

×

La Chambre des Communes a accueilli avec de vifs applaudissements un message du roi demandant le vote d'un cadeau de deux millions et demi au maréchal Roberts, en reconnaissance de ses services comme commandant en chef dans le Sud-Africain. — Les Irlandais ont énergiquement, mais inutilement, protesté.

×

La famine paraît diminuer aux Indes où, depuis deux ans, elle a fait des milliers de victimes. Cependant, il y a encore plus de 550 000 personnes à la charge de l'État.

L'AMBASSADE MAROCAINE A L'ÉLYSÉE

Le Président de la République a reçu ce matin en audience de congé l'ambassade marocaine.

L'ambassade doit quitter Paris demain matin pour se rendre à Saint-Pétersbourg.

AU PALAIS BOURBON

La Commission du budget qui a examiné hier les cinq premiers chapitres du budget de la marine sur le rapport de M. Edouard Lockroy, s'est réunie de nouveau cette après-midi, à 2 heures, au Palais-Bourbon, pour poursuivre la discussion des autres chapitres. Elle siégera encore demain et s'ajournera jusqu'à fin septembre.

M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, est rentré ce matin à Paris.

M. Méline, à qui on avait demandé de présider, le 18 août, le banquet des Anciens combattants de l'arrondissement de Remiremont, a décliné cette invitation.

Il doit, à cette même date, assister à l'inauguration du monument du peintre Français, à Plombières.

La faillite du socialisme

Le fait le plus marquant des élections qui viennent d'avoir lieu est incontestablement la déroute du socialisme dans la ville de Lille. Sur huit cantons que possède le chef-lieu du département du Nord, où depuis cinq ans les socialistes tiennent la mairie, ceux-ci ont été battus dans sept, et ils ne conservent le huitième que grâce aux votes d'une commune rurale. Le maire, le citoyen Delory, et son adjoint, le citoyen Ghesquière, qui étaient tous les deux membres du Conseil général, restent sur le carreau électoral.

Sans doute, ce fait est dû en partie à des causes locales. Les socialistes arrivés à la mairie se crurent tout permis, et il n'est pas de mesures sectaires qu'ils n'aient prises pour offenser les catholiques. De plus, les frères et amis voulurent tous avoir une part de l'assiette au beurre municipale; les demandes affluèrent, il fut impossible de satisfaire tous les appétits; de là, mécontentement d'un grand nombre. Mais cette déroute du socialisme a des causes plus profondes et plus générales, et ce qui arrive à Lille se produira forcément dans toute la France si tous les braves gens savent faire leur devoir.

Nous assistons, en effet, en France, depuis trente ans, à une évolution et à un nouveau classement des partis.

La Franc-Maçonnerie, avec une habileté satanique, favorisée, du reste, par les événements, a, peu à peu, répandu l'opinion que les catholiques étaient les ennemis de la République, qu'ils voulaient s'en emparer pour la renverser et établir en France un autre régime.

Elle a pu ainsi constituer ce qu'elle a nommé la concentration républicaine pour lutter, d'un côté, contre ceux qui voulaient le rétablissement de la Monarchie et, de l'autre, contre les socialistes.

Nous n'avons pas besoin de rappeler tous les actes de persécution auxquels s'est livrée cette coalition composée à la fois de sectaires et de gens sincèrement libéraux, mais préoccupés avant tout du maintien du gouvernement existant. Dans cette coalition d'éléments divers, les plus violents avaient toujours le dernier mot en faisant apparaître le fantôme de la réaction et le spectre du cléricalisme.

Deux événements vinrent donner un coup mortel à la concentration opportuno-radicale :

Le Saint-Père, avec une clairvoyance et une sagesse inspirées d'En-Haut, adressa sa Lettre aux catholiques de France. Il démontra que l'Eglise ne s'était jamais inféodée à aucun régime, que son action pouvait être aussi efficace sous une République que sous une Monarchie. Il engagea les catholiques à s'unir pour arriver par une action légale sur le terrain électoral à réformer les lois mauvaises sans vouloir changer la forme du gouvernement.

Le résultat de ces directions pontificales fut de montrer que s'il existait de bons catholiques attachés aux idées monarchiques, il y en avait aussi qui étaient d'excellents républicains, et que le plus grand nombre désiraient, comme l'Eglise, se placer sur le terrain constitutionnel et sans arrière-pensée travailler par les voies légales à donner au pays un gouvernement véritablement ami de la liberté, s'occupant des intérêts de tous et nous donnant la paix religieuse si nécessaire à la prospérité de la France.

Un autre coup fut porté à la concentration républicaine : le socialisme, avec ses théories venues d'outre-Rhin, gagna l'affection des masses de certains centres et multiplia le nombre des mécontents en faisant miroiter à leurs yeux les promesses les plus séduisantes.

Il n'en coûte pas beaucoup de promettre; l'important est de tenir, et la plupart de ces promesses sont irréalisables. Quand le peuple s'en aperçoit, on assiste au spectacle dont nous avons été témoins à Lille.

Ainsi donc, d'une part, les directions pontificales avaient eu pour effet de dissiper un terrible malentendu; d'autre part, le socialisme grandissant avait montré que le danger n'était pas à droite, mais à gauche, et, dès lors, une foule d'hommes honnêtes, rassurés sur les intentions des catholiques, se montrèrent disposés à unir leurs efforts aux leurs pour combattre le péril rouge.

Aussi avons-nous vu, en deux votes successifs, deux cent quarante députés s'opposer à une loi sectaire.

Il y a dix ans, l'opposition à une pareille loi n'aurait peut-être pas réuni cent voix.

L'évolution n'est pas finie; elle est terminée dans certaines villes comme Roubaix ou Lille; elle a fait un pas immense à Marseille; mais nous nous trouvons encore en présence de l'alliance radicale-socialiste dans beaucoup de parties de la France.

Le parti radical aura le même sort que la concentration républicaine, et nous le verrons se diviser en deux tronçons. Les irréductibles deviendront socialistes, les autres rentreront dans le parti de l'ordre pour se liguer avec lui contre la Révolution. La situation se présente donc très favorablement si nous savons en profiter.

Conformons-nous loyalement aux conseils si sages que nous donne le Saint-Père.

Mettons-nous sous la direction du groupe parlementaire d'Action libérale qui se compose de cinquante-six députés et qui est dirigé avec tant d'activité par M. Piou.

Travaillons avec ardeur, unissons-nous à tous les amis de l'ordre qui veulent, comme nous, combattre la révolution, et nous remporterons aux élections législatives prochaines une éclatante victoire.

PAUL FERON-VRAU.

GAZETTE DU JOUR

TOUT PASSE

Pour la première fois cette année la colonne de la place de la Bastille n'a vu personne venir commémorer le 28 juillet la dernière des trois journées dites *Glorieuses*.

L'année passée encore quelques ombres d'anciens combattants étaient venues déposer une couronne sur les ossements blanchis de ceux qui furent leurs compagnons.

On affirme que cette manifestation annuelle n'a pas eu lieu cette année faute de manifestants et que le dernier vieillard des trois *Glorieuses* est mort, il y a quelques jours, à l'âge de 93 ans.

Tout passe. C'était un spectacle d'une grande mélancolie que celui de ces vieillards venant chaque année revivre leurs rêves généreux et dire de leurs voix chevrotantes leurs désillusions en face de ce qu'ils voyaient et de ce qu'ils avaient espéré.

TRUCS ÉLECTORAUX

Il y en a fort peu de recommandables, bien que beaucoup soient ingénieux.

En voici un mis en pratique par un député aussi riche que ministériel, et qui a eu le don de valoir à son auteur, sinon la confiance des électeurs, du moins leurs votes pour le Conseil général. C'est tout ce qu'il ambitionnait d'ailleurs. Ce député, n'osant pas faire l'offre répréhensible d'une somme d'argent en échange d'un vote, imagina la combinaison suivante :

Ses agents se promenaient par les rues, offrant à tous les électeurs de parier cent sous que lui, député, ne serait *pas élu*. On topait, et l'adroit candidat s'assurait ainsi non seulement d'inébranlables votants, mais des courtiers électoraux d'un zèle extraordinaire.

A Lorient, deux candidats, MM. Roux et Jehanno, se présentaient au Conseil d'arrondissement. Voici un spécimen des affiches de la dernière heure :

J'offre un veau du poids de Jehanno à celui qui prouvera que j'ai été l'organisateur de la grève des médecins.

Le citoyen Guillo, qui a signé le mensonge, aura droit à la tête du veau.

Une autre affiche se terminait ainsi :

Dimanche, vous ferez justice de tous les mensonges éclos pendant la nuit et couvés dans les cafés.

Ce n'est pas très choisi, mais assez gai.

ENCORE UNE DE M. EDGAR

Nous recevons de Limoges ce télégramme :

Préfet Monteil envoie commissaire de police dans toutes les communautés enseignantes pour demander noms et nombre des religieuses et des élèves.

Cette inquisition soulève une indignation générale. Les supérieures refusent de répondre, comme c'est leur droit.

Vraiment, M. Edgar ne laisse pas chômer l'indignation publique. Il fait succéder sans interruption les actes grotesques aux actes odieux, les sottises aux abus de pouvoir.

M. Waldeck-Rousseau attend-il que les administrés de la Haute-Vienne, las enfin de [illegible] chassent son préfet modèle jusque dans les cuisines de la place Beauvau?

DIVORCES ET SUICIDES

Les journaux suisses épiloguent sur la statistique qui vient d'être publiée par le gouvernement fédéral sur les divorces et les suicides.

Ce sont les cantons protestants qui pour les suicides comme pour les divorces tiennent la tête, et, remarque particulièrement instructive, sur une moyenne de 100 suicidés on compte 66 divorcés.

Devant cette constatation, un journal suisse s'écrie :

Le divorce a été introduit en Suisse pour permettre aux personnes mariées de secouer un joug trop dur, pour enlever des chaînes trop lourdes à ceux qui ne pouvaient plus les supporter, pour rendre la liberté et le bonheur aux victimes d'unions mal assorties, et voici maintenant que, d'après les données exactes et brutales de la statistique, le divorce se révèle comme l'agent le plus actif du suicide, c'est-à-dire du désespoir de la suprême folie, du crime qui ne sera jamais pardonné.

Il n'y a cependant pas lieu de s'étonner, car il est tout naturel que l'on tombe dans le pire lorsque l'on applique à un mal moral un remède immoral.

PLUS DE MOUSSE

Les édiles de Munich ne se piquent pas de socialisme, mais ils ne se préoccupent pas avec moins d'ardeur pour cela des intérêts des consommateurs.

Depuis quelque temps, les Munichois, grands buveurs de bière, se plaignaient vivement de ce qu'on leur servait beaucoup moins de liquide à boire que de mousse.

Par une ordonnance municipale, les édiles ont fixé à deux centimètres et demi la hauteur maxima de mousse permise dans les énormes bocks où se désaltèrent nos voisins d'outre-Rhin. Pour toute autre consommation, le verre doit être plein, sans aucun « faux-col », faute de quoi le délinquant se verra infliger une amende de 500 marks, soit 625 francs, et, en cas de récidive deux semaines de prison.

LE DROIT A L'EAU

On nous écrit que le Conseil municipal de Cholet (Maine-et-Loire) vient de monter ou mieux de descendre jusqu'à un comble, battant de beaucoup le record atteint jusqu'ici par les plus charentonesques des Thomas.

Voici le fait. Il désespère tous commentaires :

Un collège libre est actuellement en construction à Cholet, et les administrateurs de ce collège ont demandé une concession d'eau à la municipalité.

Cette demande est une simple formalité, car tout contribuable, moyennant une redevance établie, a un droit formel à une concession d'eau.

Par 11 voix contre 8 et 8 abstentions, le Conseil municipal de Cholet a décidé de refuser l'eau au collège libre.

Qu'en pensez-vous? nous demande-t-on! Rien. C'est inimaginable. Une telle hydrophobie ne peut être que du ressort de l'Institut Pasteur.

Les parfaits imbéciles

Dans le charmant article où M. Faguet confie aux lecteurs du *Gaulois* « ce qu'eût été son discours », le spirituel académicien raconte qu'appelé, dans la période du 16 mai, à en prononcer un au lycée de Moulins, il causa quelque inquiétude au proviseur, qui connaissait le caractère indépendant et quelque peu frondeur de l'orateur.

— Pas de politique, n'est-ce pas? se hasarda à demander le proviseur à M. Faguet.

Ce dernier se prit à rire largement du bon rire que M. Leygues ne lui a pas permis de recommander hier à la jeunesse du grand concours.

— Oh! pour cela, répondit-il, j'ai toujours considéré le monsieur qui fait de la politique devant des enfants de 10 ans et des mamans qui pleurent d'avance en louchant du côté des lauriers comme un parfait imbécile.

Ils sont innombrables, de nos jours, les messieurs qualifiés, non sans raison — bien que le terme soit bénin — d'imbéciles par M. Faguet.

Les imbéciles deviennent innombrables pour bien des motifs : d'abord parce que leur degré d'intelligence, de savoir et d'éducation [illegible] l'esprit ni de sorties du côté de la raison; ensuite parce qu'ils jouissent de la faveur du gouvernement; encore parce que les présidents choisis parmi les politiciens ne sont capables que de politicienneric; de plus, parce que la plupart du temps ils ne connaissent ni l'établissement où ils pérorent, ni l'auditoire qui les écoute; enfin, parce qu'ils ne président pas les distributions de prix pour les enfants et les jeunes gens, ils les président pour eux-mêmes, dans l'intérêt de leur réélection ou de leur avancement.

Voilà comment on compte tant d'imbéciles à présider des distributions de prix.

Il fut un temps où les présidents des distributions de prix étaient de préférence choisis parmi les enfants du pays appelés à de hautes situations. Leur péroraison rappelait invariablement les « jours heureux qu'ils avaient passés dans les murs de leur cher lycée ».

Ceux-là n'étaient pas des imbéciles; car, sans le savoir, ils composaient leurs discours suivant la méthode de la rhétorique : Qui est-ce qui parle? à qui parle-t-il? et pourquoi parle-t-il?

C'étaient des enfants du pays qui parlaient; ils parlaient à d'autres enfants du pays; ils parlaient pour les encourager au travail, pour les féliciter de leurs succès, et pour leur faire aimer l'établissement qui avait la confiance de leurs parents.

Pas d'imbéciles en ce temps-là. Tous dans le vif de leur sujet.

Eh bien, j'ai dit que le terme d'imbécile, appliqué aux messieurs qui introduisent la politique dans leurs discours de distributions de prix, était anodin; je ne m'en dédis pas. Ces messieurs-là sont plus que des imbéciles, ils sont des malfaiteurs.

Ne troublent-ils pas, en effet, une des fêtes les plus charmantes et les plus saines de la jeunesse? N'initient-ils pas prématurément les enfants aux querelles, aux disputes, aux luttes de leurs parents? Ne leur fournissent-ils pas des armes pour combattre les idées des pères de leurs camarades, et même parfois de leurs propres pères?

La politique est loin d'être une science positive, puisqu'elle divise les hommes entre eux. Nul n'est sûr d'être dans la vérité. C'est en politique que l'on peut dire : autant d'hommes, autant d'avis. De quel droit un président éphémère vient-il professer à la jeunesse ce qu'il est interdit au professeur attitré de professer, à savoir ses propres idées politiques — idées si variables, suivant le gouvernement sous lequel il vit?

Est-il seulement un imbécile? n'est-il pas plutôt un malfaiteur, le président de la distribution des prix de Besançon, M. Beauquier, député du Doubs qui, parce qu'il est l'ami du ministre de la Guerre et le candidat du Cabinet aux prochaines élections, a félicité le général André de « combattre vaillamment le militarisme » et de frapper « si énergiquement les officiers sortis des *jésuitières* », comme il s'est félicité lui-même de « combattre le cléricalisme »?

Plût à Dieu qu'un tel président ne fût qu'un imbécile!

Mais semer la haine dans le cœur de la jeunesse, lui apprendre à mépriser l'esprit de l'armée, lui enseigner l'outrage à des officiers et à toute une catégorie de citoyens, cela peut être d'un imbécile, mais c'est d'un imbécile dangereux. Disons tout simplement que c'est d'un malfaiteur imbécile.

J. B.

POUR LA PATRIE

La commune de la Bouëxière (Ille-et-Vilaine) célébrait dimanche le pieux souvenir de ses enfants tombés pour la défense du drapeau tant en 1870 que dans les expéditions coloniales.

Après un service funèbre à l'église, l'assistance se réunit au cimetière où le capitaine Huguet rappela l'exemple des humbles soldats qu'il s'agissait de glorifier; il fit, en particulier, l'éloge de la dernière victime, Jean Lay, un jeune homme de 24 ans, mort tout récemment sous les drapeaux à Saïgon.

Les parents de ce jeune homme étaient là, à la sortie du cimetière, entourés d'amis qui leur disaient leurs sympathies. Et le père, au milieu de ses larmes, de répondre : « C'est une cruelle épreuve, pour nous, mais j'ai au moins une consolation, mon fils est mort d'une belle mort; il est mort en servant sa patrie. »

N'est-ce pas qu'elle méritait d'être relevée, cette noble parole d'un paysan au grand cœur?

LES MANŒUVRES NAVALES

Revue navale sans précédent

Pour la première fois, l'inspection d'une force navale de cette importance a été effectuée en marche, car tous les bâtiments étaient sous vapeur, et c'est pendant que l'armée navale était en route pour les Salins-d'Hyères que le *Bouvet*, portant pavillon du ministre de la Marine, a passé devant les lignes des bâtiments.

L'escadre était sur deux colonnes : à gauche, les cuirassés *Masséna*, pavillon de l'amiral Ménard, *Carnot*, *Amiral-Baudin*, *Bouvines*, *Formidable*, *Hoche*, *Courbet* et *Amiral-Tréhouart* et les croiseurs *Bruix*, *Dupuy-de-Lôme* et *d'Assas*; à droite, les cuirassés *Saint-Louis*, pavillon de l'amiral de Maigret, *Charlemagne*, *Gaulois*, *Charles-Martel*, *Jauréguiberry*, *Brennus* et les croiseurs *Pothuau*, *Latouche-Tréville*, *Chanzy*, *Cassard* et *Du Chayla*. Les deux lignes étaient flanquées de croiseurs de 3e classe et de contre-torpilleurs et des torpilleurs des divisions offensives de Corse et de Toulon.

Les deux colonnes étaient distantes de 600 mètres, et c'est entre elles que le *Bouvet*, suivi du *Galilée*, des contre-torpilleurs *Yatagan*, *Durandal*, *Fauconneau*, *Pique*, *Espingole* et *Hallebarde* et des torpilleurs de haute mer *Flibustier* et *Cyclone*, a défilé à une vitesse de 18 nœuds, tandis que les bâtiments de l'armée navale marchaient à sept nœuds.

Chaque colonne occupait un espace de [illegible] kilomètres de longueur environ, étant donné que chaque bâtiment se tenait à une distance minimum de 300 mètres de celui qui le précédait.

Pour parcourir le flanc des colonnes et venir se mettre en tête, le *Bouvet* gagnait environ 150 mètres par minute sur le train de l'armée navale, et ce n'est qu'après une demi-heure qu'il a dépassé la ligne des deux cuirassés amiraux.

L'alignement des deux colonnes était admirable et a causé une vive impression aux deux ministres.

Cette revue est une des plus heureuses trouvailles, parmi tant d'autres, de l'amiral Gervais pendant les manœuvres.

Après la revue

L'armée navale, composée de deux escadres sous les ordres de l'amiral Ménard, a mouillé hier soir, à 6 heures, aux Salins-d'Hyères.

Le *Bouvet*, après avoir débarqué les ministres à La Ciotat, s'est rendu également aux Salins.

Le *Gustave-Zédé* a terminé ses essais de plongée et il est rentré à Toulon où l'armée navale est arrivée ce matin.

LE PIGEON MYSTÉRIEUX

Un de nos lecteurs nous envoie la communication suivante, dans l'espérance qu'elle pourra lui aider à découvrir le propriétaire d'un pigeon voyageur dont il est ici question :

Le 22 courant, à Lihé-La, près de Saint-Servan, M. Pierre Morice a recueilli un pigeon blessé portant les indications suivantes :

A la patte droite, un rouleau de parchemin avec cette inscription : N. 4250. La patte gauche et l'aile droite n'offrent aucune particularité, mais l'aile gauche est chargée d'inscriptions en caractères d'imprimerie bleu et rouge.

Voici la reproduction en commençant par la plus grande plume de l'aile :

1re plume : 3. SS. 26 MEI. — 2e plume : 2. IC. Burchtad. vivove 21. — 3e plume : 3. IF vivova 28 avril. — 4e plume : yivove 37 Burchtad. — 5e plume : 30 juin 1870. — 6e plume : 9328 T.

Ceux de nos lecteurs experts en cette matière et qui pourraient lire ces hiéroglyphes sont priés d'écrire à M. le comte de Gazeau, château de Thomeur, à Serent (Morbihan).

INFORMATIONS DU SOIR

LES ASSOCIATIONS ET LES CONGRÉGATIONS

Le Conseil d'État est saisi, depuis une huitaine de jours déjà, du règlement d'administration publique, préparé par la Commission extra-parlementaire spéciale et destiné à compléter la loi sur les associations.

Les deux sections réunies de l'intérieur et de la justice examineront demain ce règlement qui sera soumis au Conseil d'État en assemblée générale dans une huitaine de jours.

A MONTCEAU

Renvoi de MM. Merzet et Meulien — [illegible]

Montceau-les-Mines, 30 juillet. — Il y a quelques jours déjà, la Compagnie des mines de Blanzy avisait MM. Merzet, président du Syndicat des rouges; Meulien, membre du bureau du même Syndicat, deux illustres personnages fort connus depuis la dernière grève, que désormais ils ne compteraient plus comme ouvriers des mines de Blanzy, pour cause d'absence prolongée sans permission au delà de la limite fixe par le règlement.

Il est vrai que ces deux messieurs, habitués à traiter avec Millerand, Waldeck-Rousseau et autres ministres, se voyant au-dessus de leurs camarades, se sont crus également bien au-dessus des règlements, faits pour les autres et non pour eux.

Non, il n'était pas possible que ces messieurs descendissent à demander une permission, et ils ont passé outre, mais la direction a passé outre aussi et les a remerciés.

Tous deux ne sont pas contents, et il y a de quoi. Cependant les voilà « libérés de ce bagne où tout le monde crève de faim ».

En attendant une place dans un autre bagne, ils font de l'agitation à Montceau et verraient peut-être sans peine un petit mouvement se tenter en leur faveur.

Heureusement, les ouvriers en ont assez des discours, des violences et du chômage qui en sont la conséquence, et aucun incident ne s'est produit.

Pendant ce temps, les élections se préparent, et la date approche où il faudra choisir entre Bouveri, révolutionnaire; Richard, radical franc-maçon, et Pinette, républicain honnête.

Espérons que ce dernier réunira sur son nom le plus grand nombre de voix et nous représentera à la Chambre. (*Liberté.*)

UN COMPLICE DE JAMESON

Londres, 30 juillet. — On a beaucoup remarqué que parmi les officiers qui ont reçu de la main du roi Edouard la médaille de guerre de Transvaal, se trouvait sir John Willoughby, connu pour sa participation à l'expédition de Jameson.

NAUFRAGE D'UN TORPILLEUR ANGLAIS

Londres, 30 juillet. — Au cours des manœuvres navales, le torpilleur n° 75 avec trois hommes a coulé.

Deux hommes ont pu être sauvés, le troisième s'est noyé.

L'*Agence Nationale* annonce qu'il a été procédé hier à Ixelles en Belgique à l'arrestation d'un individu qu'on suppose être affilié à la bande des aigrefins dont nous parlons d'autre part, et qui opéraient sur les champs de courses en même temps qu'ils exploitaient des fils de famille dans plusieurs appartements situés à Paris où l'on jouait gros jeu.

LES VOLS DE L'ARSENAL DE BREST

Brest. — Des ouvriers ont trouvé sur la grève de Saint-Marc un certain nombre d'outils et d'objets provenant de l'arsenal et déposés là par des voleurs effrayés par la nouvelle des perquisitions. L'enquête continue.

LES GRÈVES (suite)

Nancy. — Une centaine d'ouvriers de la manufacture de chaussures Spire et Cie viennent de se mettre en grève à la suite du renvoi d'un ouvrier coupeur, secrétaire de la Fédération des Syndicats.

Roubaix, 30 juillet. — La grève des usines Dilies et Catteau est terminée.

Les 24 rattacheurs et 11 fileurs ont repris le travail aux anciennes conditions.

Rome, 30 juillet. — La grève des cigarières qui avait amené la fermeture de presque toutes les manufactures de tabac est aujourd'hui complètement terminée.

Les deux manufactures de San Orsila et de San Pancrazio, à Florence, dans lesquelles le travail n'avait pas encore été repris, ont été rouvertes hier.

SÉANCE AGITÉE AU PARLEMENT BELGE

Le président de la Chambre, refusant de mettre aux voix une proposition d'ajournement à jeudi, déposée par M. Buyl, à cause du petit nombre des députés présents, ceux-ci se livrent à un vacarme, faisant claquer les pupitres, couvrant la voix du président et des orateurs. Un socialiste entonne l'*Internationale*, que la gauche accompagne en mesure en frappant sur les pupitres.

L'agitation se prolonge. Les libéraux quittent la salle. Seuls, les socialistes restent, chantant la *Marseillaise*, sifflant dans des clefs et frappant sur leurs verres.

LA RÉCOLTE AU CANADA

Londres, 30 juillet. — Le haut commissaire du Canada à Londres a déclaré que la récolte de cette année dans ce pays sera sans précédent.

Le *Manitoba agricole* escompte un rendement de 60 millions de boisseaux de blé.

A TRAVERS LA PRESSE

JOURNAUX DE MARDI SOIR

A FOURCHAMBAULT

Du *Temps* :

Les forges de Fourchambault vont être fermées. C'est un des plus vieux établissements sidérurgiques de la France qui disparaît, puisque sa fondation remonte à l'année 1818. Sa fermeture va priver de travail près de 500 ouvriers.

On connaît les causes qui ont déterminé la Compagnie de Commentry-Fourchambault et Decazeville à prendre cette décision.

C'est l'impossibilité où se trouvent les établissements métallurgiques du centre de la France de lutter contre la concurrence que leur font, pour les produits mi-manufacturés, les usines établies soit dans la région de l'Est, soit à proximité de la mer, partout en somme où l'on a le minerai de fer et la houille dans les meilleures conditions économiques.

Les conflits en quelque sorte personnels qui naissent dans le monde du travail sont d'autant plus préjudiciables à tous les intéressés qu'ils pèsent sur des industries en crise.

Aujourd'hui, la construction mécanique et la métallurgie françaises sont en pénurie d'affaires. Et pendant ce temps on construit à Munich et en Autriche quelques dizaines de locomotives pour le compte des Compagnies de chemins de fer français.

Croit-on qu'ils ont servi utilement leur cause ceux qui, par des exigences impossibles à satisfaire ou par des opiniâtretés d'un autre âge, ont déterminé de longues grèves et troublé ainsi, pour plus longtemps qu'ils ne le croyaient, le travail industriel de leurs usines?

Le temps n'est plus où l'on pouvait impunément ajourner la livraison d'une commande. La vie d'aujourd'hui est autrement plus « serrée » qu'autrefois, et la concurrence intérieure ou extérieure s'exerce avec une telle rigueur que les affaires perdues sont très difficiles à retrouver.

Voilà pourquoi les travailleurs de toute condition devraient lever un peu leur regard au-dessus des murs des usines qui les font vivre. Quand on voit plus haut et plus loin on peut prévoir les catastrophes et, par conséquent, prendre des mesures pour les éviter.

A LA BOURSE DU TRAVAIL

De la *Liberté* :

Les événements qui, en ce moment, se déroulent à la Bourse du Travail sont d'une grande beauté comique.

La nouvelle fête qu'on nous offre à l'immeuble de la rue du Château-d'Eau est celle de la querelle avec le ministère ou avec ses représentants, le préfet de la Seine et le préfet de police.

M. Lépine se voyait déjà fort maltraité au commencement de ce mois pour avoir fait enlever par ses agents les drapeaux rouges dont les collectivistes avaient décoré les fenêtres de leur « temple ».

Maintenant, c'est le tour de son collègue, M. de Selves, de recevoir sur la tête les protestations les plus flétrissantes contre sa conduite.

Au lieu de s'en référer uniquement au choix des syndicats pour la désignation des gardiens de bureaux et surveillants de la Bourse du travail, n'a-t-il pas en effet procédé de son autorité privée?

Et sur qui a-t-il jeté son dévolu? Sur cinq sous-officiers!! Vous entendez bien : quatre adjudants et un sergent, des galonnés, des traîneurs de sabres, des prétoriens, des gens qui vont transformer la précieuse boutique révolutionnaire en une « caserne ».

A cette pensée seule, les locataires de l'endroit ne contiennent plus leur indignation.

Et, dans leur colère, ils parlent trop. C'est ainsi qu'ils nous fournissent sur la fameuse exhibition de drapeaux rouges qui illustra la fête dite du Triomphe de la République, des renseignements inconnus, piquants et instructifs.

D'une interview oubliée par notre confrère l'*Eclair*, il ressort que ce scandale, devant lequel fut obligé de fuir, le chef de l'État, ne fut nullement le résultat d'une surprise, mais que, contrairement aux affirmations des officieux ministériels, tout avait été, dès la veille, entendu et préparé d'avance à l'Hôtel de Ville.

On avait bien essayé de trouver un terrain de conciliation.

Mais les Syndicats collectivistes et internationalistes sont tout d'une pièce; ils ne transigent pas; ou du moins ils ne transigent que lorsqu'ils y trouvent un avantage appréciable.

Ils maintinrent ferme la prétention d'arborer leur étendard. Et le ministre céda.

Or, nous n'avions, en cette occasion, jamais mis en doute la complicité du Cabinet avec les fauteurs d'émeutes, les contempteurs du drapeau tricolore et les sans-patrie.

Nous ne sommes pas fâchés néanmoins de tenir l'aveu de cette entente de la bouche même d'un des complices.

RELIGIEUSE TUÉE PAR UN TRAIN

Rennes. — Une religieuse, dont l'identité n'est pas encore établie, a été trouvée hier sur la ligne de Rennes à Brest, près de la gare de l'Hermitage. Sa tête était complètement broyée ainsi que son bras droit. L'enquête n'a pas encore fait découvrir les causes de cette mort.

INTÉRESSANTE ASCENSION

Beauvais, 30 juillet. — Il s'en est fallu de peu que nous eussions hier de la neige à Beauvais.

Une ascension des plus intéressantes, mais extrêmement mouvementée et qui eût été vraiment dangereuse sans le sang-froid et l'habileté de M. Surcouf qui la dirigeait, a eu lieu hier en plein orage entre Rueil et Beauvais.

Les passagers : Mme Surcouf, MM. Chardon et Binet.

Parti à 10 heures de Rueil, leur ballon s'est élevé à 1 400 mètres perçant l'épaisse couche de nuages qui couvrait l'horizon de Paris et planant sur un véritable océan de feu formé par les éclairs.

Les voyageurs atterrissaient, à 2 h. 1/2, à Froidmont, près de Beauvais, couverts de neige à la grande stupéfaction des cultivateurs des environs.